



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2665  
30 août 2019  
1,20 € • DOM: 1,80 €



**Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!**

# **LUTTE**

# **OUVRIÈRE**

**UNION COMMUNISTE (trotskyste)**

**Le journal  
d'Arlette Laguiller**

## **G7, Amazonie en feu...**

# **L'irresponsabilité des brigands capitalistes qui dirigent le monde**



CHRISTIAN NIEL BERLINCK / DPA

**Réforme  
des retraites**  
**Attaques  
programmées**

Page 4

**Éducation  
nationale**  
**Rentrée  
sous tension**

Page 4

**Dans  
les entreprises**  
**Casino, Hôtel Ibis,  
RATP, PSA...**

Pages 9, 10, 11

**LEUR SOCIÉTÉ**

G7: coûteuse mascarade 3  
 Pinault et Macron à Biarritz: paillettes et écologie 3  
 Des larmes de crocodile contre l'incendie 3  
 Les violences inacceptables 3  
 Taxe GAFA: à la fin, c'est Trump qui gagne 3  
 Réforme des retraites: retraité pauvre ou chômeur senior? 4  
 Éducation nationale: rentrée sous tension 4  
 Maternelles: non aux classes surchargées 4  
 Universités d'été de la gauche: grandes manœuvres et plans de carrière 4  
 Féminicides: le gouvernement laisse faire 5  
 Migrants: la Manche, nouveau cimetière marin 5  
 Arrêté municipal antipesticide: cassé par la justice 5  
 Grande distribution: de bio profits 5  
 Fruits et légumes: la patate à prix d'or 5  
 Il y a 75 ans: l'insurrection de Paris, une opération politique 12  
 Parasitisme: milliardaires français en tête 12  
 BNP Paribas: plus de profits, moins d'emplois 12  
 Quand le Medef remet en cause le capitalisme 12

**DANS LE MONDE**

Bésil: l'Amazonie brûle 6  
 Iran: Macron parle, Trump décide 6  
 Portugal: quand les routiers cessent de livrer le carburant 7  
 États-Unis: mortelle dépendance au capitalisme 7  
 Salvador: jugée pour avoir perdu son bébé 7  
 Afrique: les gouvernements européens organisent la chasse aux migrants 8  
 Ceuta et Melilla: fin des barbelés, pas de la politique antimigrants 8

**ENTREPRISES**

Hôtel Ibis Clichy-Batignolles: un mois de grève 9  
 Happytal: le fromage de l'argent public 9  
 Total Petrochemicals - Saint Avold: condamné pour faute inexcusable 9  
 Dans nos bulletins d'entreprise 9  
 RATP: la journée de grève du 13 septembre se prépare 10  
 Sucrerie de Toury: non aux licenciements 10  
 PSA - Rennes: les travailleurs prolongent les vacances 10  
 Hypermarché Casino Angers: contre le travail 7 jours sur 7 10  
 Réseau ferroviaire: obsolescence programmée 11  
 SNCF: lignes à l'abandon 11

**LUTTE OUVRIÈRE**

Fêtes régionales 3  
 Les militants à votre rencontre 12

# G7 à Biarritz: la réunion des brigands qui dirigent le monde

Des dizaines de millions d'euros, plus de 10000 policiers et gendarmes, la ville de Biarritz et sa région mises en état de siège... Il a fallu en mobiliser des hommes et de l'argent pour que puisse se tenir le G7, ce sommet des sept États les plus puissants de la planète, et surtout sommet de mensonges et d'hypocrisie!

Pour ces dirigeants, ce genre de grande réunion internationale est l'occasion de se mettre en scène devant leur opinion publique. Et dans ce domaine, Macron a mis le paquet! Omniprésent dans les médias, il a tenté d'apparaître comme celui qui pourrait sauver l'Amazonie ravagée par les incendies et les océans menacés par la pollution.

Les yeux fixés sur l'horizon des prochaines élections, ce président des riches essaie de «verdir» son image mais, pendant qu'il fait des discours sur l'écologie, son gouvernement défend les intérêts du pétrolier Total, responsable de pollutions aux quatre coins de la planète. Et l'actualité récente concernant le glyphosate ou les boues rouges de Gardanne a montré que, pas plus en France qu'au Brésil, les industriels de la chimie ou de l'agroalimentaire ne se voient imposer des mesures susceptibles de diminuer leurs profits.

Pour Macron et ses ministres, comme pour tous les dirigeants des États impérialistes, il n'est jamais question de s'en prendre d'une manière ou d'une autre aux groupes capitalistes dont ils servent les intérêts.

Crise économique, guerres commerciales et menaces de récession, pollution et réchauffement climatique, tout cela était censé être au programme des discussions de ces chefs d'État qui se sont pavanés ce week-end devant les télévisions du monde entier. Mais ils ont surtout montré une nouvelle fois à quel point ils sont bien incapables, quand bien même ils le voudraient, de trouver des solutions aux méfaits engendrés par leur système.

Ils ne sont que les brigands en chef d'une organisation économique fondée sur l'exploitation et le pillage des peuples et des richesses de la planète. S'ils sont unis par une même volonté de préserver un ordre social de plus en plus inégalitaire et violent, ils se préoccupent chacun de défendre la part de butin de leurs capitalistes nationaux dans

un contexte d'aggravation de la crise. La brutalité et le cynisme de Trump, qui utilise les moyens de pression que lui donne la toute-puissance des États-Unis, ne font que souligner d'une manière crue la réalité des relations dans un monde impérialiste basé sur les rapports de force.

Ni les capitalistes ni les États à leur service ne sont capables d'empêcher leur économie de s'enfoncer toujours plus dans la crise. Dans cette organisation fondée sur la propriété privée des moyens de production et des banques, chaque capitaliste est libre de déplacer ses capitaux comme il l'entend, avec comme seul objectif d'accroître leur rentabilité.

Pour garantir leurs profits, les capitalistes ont licencié massivement et aggravé l'exploitation. Ils ont privilégié le développement de la finance, beaucoup plus lucrative que les activités productives. L'économie a été transformée en un véritable château de cartes, qu'une panique boursière peut faire s'écrouler du jour au lendemain. Les profits d'une minorité ont explosé, mais c'est au prix de l'explosion partout du chômage et des inégalités, et du maintien de régions entières dans le sous-développement. Les menaces de crises économiques et de crises climatiques aux conséquences de plus en plus graves rendent d'autant plus dérisoire la comédie à laquelle viennent de se livrer les dirigeants du G7.

Permettre à la population de reprendre le contrôle de l'économie et mettre fin à son fonctionnement anarchique est possible, à la condition d'exproprier les grands groupes capitalistes. Sous le contrôle des travailleurs, il sera alors possible d'organiser démocratiquement l'activité économique afin de répondre aux besoins de la majorité, avec le souci de préserver l'environnement.

Placés au cœur de la production, les travailleurs constituent une force concentrée, organisée, la seule classe sociale qui n'a aucun intérêt au maintien d'un système fondé sur la propriété privée des moyens de production et l'exploitation du travail. Ils sont les seuls à pouvoir mettre fin à la domination de la bourgeoisie et à pouvoir réorganiser l'économie sur des bases collectives.

Plus que jamais, l'avenir de l'humanité en dépend.



Manifestation anti-G7 à Hendaye le 24 août.

## G7 : coûteuse mascarade



**Si les hôteliers et autres loueurs de villas ont fait leurs choux gras de la tenue du G7 à Biarritz, la mise en état de siège de la ville et de sa région a largement perturbé la vie des habitants et compliqué la vie des travailleurs.**

Dans les périmètres les plus proches des hôtels et du centre-ville, les habitants devaient se procurer un laissez-passer à la mairie pour pouvoir rejoindre leur domicile, de même que ceux qui venaient pour travailler, y compris les nombreux saisonniers. Il fallait compter trois heures d'attente en mairie pour obtenir le précieux sésame. Les habitants de la zone située entre l'aéroport et le centre-ville

se sont vu intimer l'ordre de retirer leur voiture de la rue, et plusieurs dizaines de véhicules se sont retrouvés à la fourrière.

Le centre de rétention d'Hendaye a été vidé des migrants en situation irrégulière, déplacés ailleurs, afin de pouvoir incarcérer les manifestants anti-G7 arrêtés. Plusieurs dizaines d'avocats ont été recrutés pour assister ceux qui seraient jugés en

comparution immédiate et la patinoire d'Anglet aurait même été réquisitionnée pour garder au frais d'éventuels morts!

Lors de sa demi-heure de publicité au 20h de France 2, Macron a souligné que les commerçants de Biarritz seraient indemnisés pour leur manque à gagner occasionné par le G7. Quant aux travailleurs qui ont vu leur quotidien empoisonné ou, pour certains saisonniers, ont même dû renoncer à des journées de travail, ils devront se contenter de la satisfaction de voir le cirque du G7 plier bagage.

**Correspondant LO**

## Paillettes et écologie

**À l'occasion du G7 de Biarritz et dans le cadre du feu d'artifice d'autopromotion macronienne, François-Henri Pinault, héritier et PDG de l'empire de la mode Kering, a présenté le Fashion Pact.**

Il s'agit de l'engagement en faveur de l'écologie d'une partie des entreprises de la mode, du textile et du luxe, comme Saint-Laurent, Gucci, Chanel, Hermès, Nike, Adidas et autres.

Le Fashion Pact énumère un certain nombre de catastrophes écologiques en cours et assume la responsabilité directe de l'industrie textile dans ce processus. Elle serait la deuxième industrie la plus polluante, après le secteur pétrolier.

Mais son porte-parole ne propose bien entendu ni acte ni même engagement pour tenter de diminuer les destructions écologiques. Les capitalistes du secteur ne promettent absolument rien, pas même de respecter les malheureux règlements proposés par les ONG les plus inoffensives. Il n'y a donc rien à en attendre.

Il est caractéristique de ces gens, grands patrons

entourés de leur chœur, que leur souci écologique n'aille pas jusqu'à se préoccuper de la vie des travailleurs qu'ils emploient.

Il n'y a pas un mot dans leur Fashion Pact sur les enfants esclaves des ateliers de couture, les dizaines de millions de jeunes filles qui s'éreintent chez les sous-traitants des industriels occidentaux, du

Bangladesh à l'Éthiopie, de la Chine à la Roumanie.

Pas un mot sur les morts au travail, les 1 135 écrasés dans l'effondrement du Rana Plaza en 2013 par exemple, pour que des Pinault puissent pérorer sur l'écologie du haut de leurs tas d'or.

Les bourgeois comme Pinault sont écologistes comme Marie-Antoinette était fermière: qu'importe que le peuple crève, pourvu que les moutons de Versailles aient des rubans.

**Paul Galois**

## Fêtes régionales

### Lyon

**Samedi 21 septembre à partir de 17 heures**

**Dimanche 22 septembre de 11 h 30 à 19 heures**

Espace Mosaïque à Saint-Priest  
47, rue Aristide-Briand (route d'Heyrieux)

### Toulouse

**Samedi 28 septembre de 18 heures à minuit**

**Dimanche 29 septembre de 11 heures à 18 heures**

Hall 8 du Parc des Expositions (accès par le pont Pierre-de-Coubertin)

## Larmes de crocodile contre l'incendie

À la suite de Macron, les dirigeants du monde capitaliste réunis à Biarritz ont fait mine de s'émouvoir des feux de forêt en Amazonie.

Et chacun d'y aller sur le poumon du monde, la réserve indispensable de biodiversité, la responsabilité vis-à-vis des générations

futures.

Pour finir, les dirigeants des États les plus riches de la planète ont royalement débloqué 20 millions de dollars. Même pas la moitié de ce que l'État français a déboursé pour payer et sécuriser le G7.

## Violences inacceptables

Le 19 août, au fort de Brégançon, Emmanuel Macron avait parlé de « blessures inacceptables » concernant les manifestations des gilets jaunes. En effet, parmi les 2 500 manifestants blessés, 24 ont été éborgnés, cinq ont perdu une main.

Une semaine plus tard, sur France 2, il a cependant précisé: « La première chose inacceptable, c'est la

violence des manifestants, des blacks-blocs. » Selon lui, « le pire a été évité grâce au professionnalisme des forces de l'ordre », qui a permis d'éviter des « violences irréparables ». Il faudrait donc se réjouir qu'une trentaine de manifestants n'en sortent « que » mutilés, et pas morts. Une bonne nouvelle pour les flics cogneurs!



Tours, décembre 2018.

## Taxe GAFA: c'est Trump qui gagne

**À l'issue du G7, lors de sa conférence conjointe avec Donald Trump, Emmanuel Macron s'est vanté d'avoir trouvé un très bon accord sur la taxe sur les GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple).**

Votée en juillet, cette taxe visait les géants du numérique, qui pratiquent l'optimisation fiscale à grande échelle et échappent au fisc français. Sur les 26 sociétés concernées, la plupart étant américaines, cette mesure avait provoqué la colère de Trump, qui avait menacé de taxer les vins français en représailles.

En réalité, l'accord se résume simplement: Macron a reculé, annonçant que la taxe française ne serait que provisoire, et que le fisc français rembourserait en partie « tout ce qui aura été

versé en excédent par rapport à la solution internationale », solution qui reste à trouver.

Ce cadeau fait aux GAFA était censé écarter les représailles américaines. Mais Trump n'a pas bougé d'un pouce, plaisantant simplement sur le goût de sa femme pour les vins français. La menace américaine de taxer à 100% le vin français n'a pas été écartée.

Il restait à Macron de tenter de faire passer une défaite pour une victoire.

**Bertrand Gordes**

## Réforme des retraites : retraité pauvre ou chômeur senior ?

Ragaillardi par ses vacances, débarrassé de l'épreuve de l'organisation du G7, Macron n'a pas tardé à revenir aux attaques antiouvrières, manière de signifier que c'était la rentrée. En tête de chapitre, il a placé la réforme de la retraite.

Après l'annonce courant juillet des angles d'attaque envisagés par Jean-Paul Delevoye, actuellement haut-commissaire à la réforme des retraites, Macron est entré directement en lice lors d'une interview sur France 2, le 26 août au soir, pour imprimer sa marque et, surtout, remettre le sujet

à l'ordre du jour. Alors que Delevoye avait placé le curseur à 64 ans pour avoir droit à la retraite à taux plein, Macron, lui, s'est dit partisan d'un « accord sur la durée de cotisation plutôt que sur l'âge ».

En réalité, durée de cotisation, âge de départ pour une retraite à taux plein,

tout concourt à rogner les pensions auxquelles auront droit les travailleurs retraités. Le but du patronat n'est pas de maintenir les travailleurs en activité. On le sait, la moitié à peine des 55-64 ans ont un emploi. Le but est donc de maintenir les plus âgés... au chômage, et donc de diminuer un peu plus leurs droits. Macron et son gouvernement, Premier ministre, ministre de la Santé et son adjoint haut-commissaire, sont prêts. Tellement prêts



que Macron a promis pour y parvenir une « grande négociation », un « grand débat ».

Face à cette attaque, toutes les occasions de

réagir doivent être saisies, en participant aux journées d'action appelées par les syndicats en septembre.

Viviane Lafont

## Éducation nationale : rentrée sous tension

Lundi 26 août, le ministre de l'Éducation nationale Jean-Michel Blanquer a reçu certains syndicats, dans l'objectif de déminer les tensions à la veille de la rentrée scolaire.

Alors que le gouvernement a supprimé cette année encore des milliers de postes dans de nombreux établissements scolaires, qu'il a décidé malgré ses promesses de fermer des centaines de classes dans les écoles primaires, Blanquer s'est présenté comme désormais à l'écoute du personnel, multipliant les réunions avec les syndicats et prétendant que sa porte était toujours ouverte.

Il a suffi qu'il promette lors de cette rencontre la création de comités de suivi sur la réforme des lycées, la formation des enseignants ou le plan sécurité, pour que certains pontes syndicaux frétilent devant ce qu'ils appellent un changement de ton et un climat plus apaisé.

Du côté des salariés de l'Éducation nationale, le mécontentement est général,

bien au-delà de la réforme des lycées qui s'applique cette année en première, entraînant la suppression de multiples options pour les élèves et une surcharge de travail pour le personnel, confronté à des classes de plus en plus nombreuses. Il s'était exprimé en juin à travers le mouvement de grève des correcteurs du baccalauréat.

Les inquiétudes du personnel de l'Éducation nationale rejoignent celles de tous les salariés. La réforme de la fonction publique va entraîner une dégradation des conditions de travail, généralisant encore plus la précarité. Le blocage des salaires perdure et le ministre a balayé toute éventuelle revalorisation en déclarant que le plan de rattrapage déjà prévu s'appliquerait. Comme pour l'ensemble des travailleurs,

la réforme des retraites qui se précise va amputer sévèrement les pensions du personnel de l'éducation.

Ce n'est pas les rissettes hypocrites de Blanquer, son autosatisfaction assumée et ses mises en scène de l'été devant des enfants tout sourire qui sont susceptibles de faire diminuer le mécontentement des enseignants.

Gilles Boti



Parents d'élèves et enfants de l'école Beaugard à Château-du-Loir.

## Maternelles : non aux classes surchargées

À une semaine de la rentrée des classes, les deux écoles maternelles d'Algrange, en Moselle, risquent bien de démarrer l'année scolaire avec des classes de 33 et 34 élèves !

Si cela se confirme, ces enfants vont commencer leur scolarité dans des conditions particulièrement indignes. La directrice du groupement scolaire parle même d'élevage en batterie.

C'est en se basant sur des estimations d'effectifs fantaisistes (48 élèves) que la direction des services départementaux de l'Éducation nationale de Moselle avait annoncé en février dernier la fermeture de l'une des trois classes maternelles d'Algrange à la rentrée. Sur l'ensemble du département, 78 fermetures de classes avaient été prévues en maternelle et en primaire.

Les élus d'Algrange demandent le maintien de la troisième classe. Ils dénoncent les gestions comptables du gouvernement. Dans ces fermetures massives de classes, il ne s'agit pas d'un simple traitement statistique de l'éducation, mais d'une volonté systématique de faire des économies sur l'enseignement.

Correspondant LO

## Universités d'été de la gauche : grandes manœuvres et plans de carrière

Les traditionnelles universités d'été de la gauche ont débuté en cette fin du mois d'août. Tout ce petit monde a disserté sur la fragmentation de la gauche, la meilleure stratégie pour regagner le cœur des militants et les suffrages des électeurs.

Les dirigeants de ces formations sont avant tout préoccupés par les futures alliances électorales, en particulier dans la perspective des municipales de 2020.

Avec leurs 13,5 % aux européennes, les militants d'Europe écologie-Les Verts (EELV), qui se retrouvaient

à Toulouse, se voient déjà au cœur de la recombinaison de la gauche, et sans doute à sa tête. Son président, Yannick Jadot, espère gagner de nouvelles mairies et veut créer « un rapport de force écolo ».

La France insoumise se réunissait également à Toulouse, ce qui avait l'avantage

de faciliter les contacts. Le député insoumis de la Somme François Ruffin, qui a aussi pu participer à un débat organisé par EELV, appelle, lui, à la création d'un « nouveau front populaire écologique ».

À La Rochelle, le secrétaire du PS, Olivier Faure, fait lui aussi des appels du pied aux écologistes, leur rappelant qu'aux municipales rien n'est plus sûr qu'une bonne petite alliance. Au même moment, à Aix-en-Provence,

le PCF a appelé la gauche à « plancher sur un projet commun ».

Sur quoi déboucheront tous ces discours sur la nécessité de faire l'unité à gauche ? Les négociations ont commencé, y compris les contacts officieux dans les coulisses, où se discutent les postes, le nombre d'élus, les positions sur les futures listes aux municipales... Et certains, comme Mélenchon, voient plus loin et se préparent déjà à l'élection présidentielle de 2022.

Les travailleurs n'ont rien à en attendre. De Mitterrand à Hollande en passant par Jospin, ils ont pu amplement faire l'expérience de l'union de la gauche. On a vu comment ces combinaisons électorales ont permis à des politiciens bourgeois d'accéder au pouvoir pour servir les intérêts des capitalistes. Et, à chaque fois, les promesses faites aux classes populaires ont été vite oubliées.

Line Kovic

## Féminicides : le gouvernement laisse faire

Il ne se passe pas une semaine sans que les médias fassent état de plusieurs meurtres de femmes par leur conjoint, et la ministre chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, Marlène Schiappa, a annoncé l'ouverture d'un Grenelle des violences conjugales à partir du 3 septembre.

Il ne s'agira, hélas, que d'une grand-messe de plus, car le gouvernement se refuse à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour faire face à l'urgence.

Les féminicides – les

meurtres de femmes tuées par leur conjoint ou ex-conjoint – sont la conséquence extrême d'un sexisme très largement répandu dans la société. D'après les associations, on

compte en tout en France au moins 200 000 victimes de violences conjugales chaque année, et près de 80 000 victimes de viols ou tentatives de viol.

Le site Féminicides par (ex) compagnons a recensé 97 féminicides depuis le début de l'année 2019, soit une femme tuée tous les deux jours, contre une tous les trois jours au cours des années précédentes.

Plusieurs associations réclament actuellement 500 millions d'euros par an, au minimum, pour mettre réellement en œuvre les mesures qui aideraient les femmes en danger avec, en plus d'une protection judiciaire effective, des logements d'urgence, la possibilité de travailler, et un soutien humain conséquent. Le budget actuel est d'à peine 79 millions d'euros. Face à cette revendication, la seule chose dont la ministre n'est pas avare, ce sont les paroles!

Pierre Merlet



## Migrants : la Manche, nouveau cimetière marin

Dans la nuit du 24 août, 22 migrants ont été secourus au large de Dunkerque. Deux personnes sont toujours portées disparues. Selon la préfecture maritime, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, 1 451 migrants ont tenté la traversée de la Manche, soit deux fois plus que pour toute l'année 2018.

Celle-ci est pourtant extrêmement dangereuse. En effet la Manche est une autoroute de la mer, avec 25 % du trafic maritime mondial, et les courants y sont forts. Mais, après avoir traversé la moitié de la planète, les

migrants préfèrent risquer leur vie plutôt que de croupir à Calais.

Sous prétexte d'assurer leur sécurité, le ministère de l'Intérieur a lancé un appel à la délation, demandant à la population de la côte

d'Opale d'être « attentive aux rassemblements nocturnes sur la plage », et de signaler « l'achat ou la présence de matériel nautique en quantité anormale ».

Macron peut bien dénoncer les méthodes de Salvini en Méditerranée, c'est la même politique qui est mise en œuvre dans la Manche, avec les mêmes conséquences dramatiques.

Line Kovic

## Arrêté municipal antipesticide : cassé par la justice

Sur demande du préfet d'Ille-et-Vilaine, le tribunal de Rennes a cassé, mardi 26 août, l'arrêté municipal interdisant l'épandage de pesticide à moins de 150 mètres des habitations de la commune de Langouët, dans ce département breton.

Le maire explique avoir pris cet arrêté parce que l'État, qui prétend défendre la population contre les pesticides, n'a pris aucune mesure concrète, alors que l'épandage à proximité des lieux d'habitation et de travail est un danger évident pour la santé.

Le représentant local de la FNSEA, syndicat agricole majoritaire où les gros cultivateurs et l'industrie

agroalimentaire impriment leur marque, avait contesté l'arrêté, au motif que chacun ne peut faire la loi dans son coin, que ce serait en revenir au temps des barons et des serfs. Mais c'est bien le maire de Langouët qui tente de défendre l'intérêt collectif, alors que le responsable paysan revendique le droit absolu du propriétaire de faire ce qu'il veut sur ses terres, quitte à intoxiquer

celui qui vit de l'autre côté de sa clôture.

La justice a donc tranché en faveur du droit du propriétaire, et même du droit des très grands propriétaires que sont les maîtres de l'agriculture industrielle et de l'industrie agroalimentaire. L'affaire aura donné l'occasion à Macron de jouer son petit air du « en même temps ». Il a en effet prétendu soutenir l'intention du maire, tout en appuyant le préfet qui fait respecter la loi. Et « en même temps », c'est toujours les mêmes qui gagnent à la fin.

Cécile Seyrig

## Grande distribution : de bio profits

Dans une récente étude, l'association de consommateurs UFC-Que choisir a mis en évidence les marges exorbitantes réalisées par la grande distribution sur les fruits et légumes bio.

Les grandes surfaces réalisent déjà une grosse marge sur les fruits et légumes traditionnels, en pratiquant des prix à la vente bien plus élevés que ceux, très bas, qu'elles imposent aux agriculteurs. Mais, dans le bio, les marges appliquées sont supérieures en moyenne de 75 %, en particulier sur les trois produits les plus consommés : la pomme de terre, la tomate et la pomme. Par exemple, en moyenne la marge est d'environ 2,20 euros pour un kilo de pommes bio, contre 90 centimes pour un kilo de pommes conventionnelles.

Le fait que les produits bio se conservent un peu moins bien ne suffit pas à expliquer ces différences. En réalité, les grandes enseignes ont vu dans le

bio une opportunité pour racketter un peu plus leurs clients. En effet, échaudés par les scandales alimentaires à répétition, de plus en plus de consommateurs, lorsqu'ils en ont les moyens, se tournent vers le bio. Comme ils sont prêts à payer plus cher pour des produits supposés plus sains, les grandes surfaces en profitent pour charger la barque.

En définitive, les enseignes de la grande distribution appliquent au marché du bio les mêmes conditions qu'à tous les autres : payer le moins possible le producteur et faire payer le plus possible le consommateur.

Faire du profit, c'est élémentaire!

Jérémy Coelho



## Fruits et légumes : la patate à prix d'or

Dans un rapport récent de son Observatoire des prix des fruits et légumes, l'association de consommateurs Familles rurales dénonce la difficulté qu'il y a à se nourrir en mangeant cinq fruits et légumes par personne et par jour, suivant la recommandation du Programme national nutrition santé.

Une famille de quatre personnes en zone rurale doit dépenser pour cela, selon l'association, entre 117 et 222 euros par mois, soit entre 10 % et 18 % du smic.

Les fruits et légumes sont chers, chacun le constate, mais les prix se sont envolés pour certains, même de saison : les tomates ont augmenté en un an de 30 %, les pommes de terre, base de l'alimentation de nombre de familles ouvrières, de 40 %. Les cerises sont quasiment devenues un produit de luxe, même en saison.

Les raisons avancées à cette hausse des prix, aléas climatiques, gel au printemps, sécheresse au début de l'été, hausse de la consommation pendant la canicule

alors que la production n'était pas des meilleures, sont sans doute réelles. Et les recommandations pour la santé des consommateurs constituent une évidence.

Mais l'inflation qu'ont subie les prix des fruits et légumes, près de 17 % en moyenne sur dix ans selon Familles rurales, n'a rien à voir avec la hausse des salaires, bloqués depuis des années, mangés par les hausses des loyers, des carburants. Et, au chômage ou à la retraite, c'est bien souvent pire.

Pour vivre sainement, c'est donc des salaires, des allocations ou des pensions corrects qui sont nécessaires, non des recommandations!

Viviane Lafont



## Brésil : l'Amazonie brûle

Dans l'après-midi du 19 août, à la faveur de vents soufflant du nord, un nuage de fumées a plongé dans l'obscurité les vingt millions d'habitants de l'agglomération de Sao Paulo, tandis que tombaient des pluies noires. C'était la forêt amazonienne qui brûlait, ainsi que la zone de savanes qui la borde, à 2 000 ou 3 000 kilomètres de là.

Chaque année, l'Amazonie brûle à la saison sèche, par suite de la déforestation. Les exploitants forestiers abattent la forêt primaire, débarrassent les bois précieux qui servent au déroulage et à la fabrication de contreplaqué, et mettent le feu à tout le reste. Le feu dégage le terrain et les cendres engraisent la terre. Après les brûlis peuvent arriver les entreprises minières, les éleveurs de vaches, les planteurs de canne à sucre et de soja.

Mais le phénomène s'accélère, amplifié sans doute par le réchauffement climatique. Depuis le début de l'année

il y a eu 75 000 incendies de forêt : 85 % de plus que l'an passé. Dimanche 25 août, l'Institut brésilien de surveillance spatiale annonçait qu'en 24 heures il en avait compté 1 100 nouveaux. Ils touchent tout le nord du Brésil mais aussi la Bolivie, où 500 000 hectares sont partis en fumée, et la zone marécageuse du Pantanal, à la frontière des deux pays et du Paraguay.

Le président brésilien Bolsonaro se défend d'être responsable de ces incendies, mais sa politique et ses discours n'y sont pas pour rien. Tout au long de sa campagne

présidentielle, il a dénoncé les réserves indiennes et les forêts d'État comme des zones inutiles au pays, dont il faudrait mettre en valeur le sol et le sous-sol. Rien d'étonnant à ce que les trusts de l'agroindustrie se sentent les coudées franches.

Les grands propriétaires terriens disposent au Parlement d'un groupe d'appui de près de la moitié des députés. Depuis toujours, leurs désirs sont pour le gouvernement des ordres. La dictature militaire leur a ouvert cette région de quatre millions de kilomètres carrés, traçant des routes à travers l'Amazonie et décimant les Indiens. Et tous les gouvernements civils ont suivi, fermant les yeux sur les pratiques illégales des grandes exploitations, quand ils ne les encourageaient pas. Lula a par exemple autorisé la culture du soja transgénique. Bolsonaro, lui, a

proclamé qu'il leur laisserait tous les droits, et il a tenu ses promesses.

Depuis son arrivée au pouvoir en janvier dernier, il a systématiquement bâillonné et démantelé les institutions qui auraient pu entraver la déforestation : la Funai censée protéger les Indiens, l'Ibama chargé de l'écologie, l'Institut des recherches spatiales dont les satellites surveillent l'Amazonie. Quant aux ONG, après leur avoir coupé les fonds, il les accuse d'avoir mis le feu pour lui nuire.

Devant l'étendue des incendies et les protestations internationales, et sans doute sous la pression du lobby agrarien qui craint pour ses exportations, Bolsonaro promet aujourd'hui de réagir fermement. Il a envoyé quelques avions militaires combattre les feux et a décrété la mobilisation des 43 000 soldats

cantonnés en Amazonie. Mais l'état-major ne va pas leur ordonner d'arrêter les grands propriétaires responsables des incendies, de confisquer leurs camions, leurs tracteurs et leurs tronçonneuses géantes, de désarmer leurs hommes de main et de réquisitionner leurs équipes de salariés sur le terrain.

L'État brésilien, c'est l'État de ces grands propriétaires, qui sont souvent des multinationales et qui toujours travaillent pour le marché mondial du bois, des métaux, de la viande, du soja, du sucre, du jus d'orange. Ni Bolsonaro ni aucun des dirigeants impérialistes ne vont s'en prendre à ces piliers du système capitaliste, pas plus sous prétexte de sauvegarde de la nature que sous prétexte d'indépendance nationale.

Vincent Gelas

## Iran : Macron parle, Trump décide

À l'issue du sommet du G7, Macron s'est vanté d'avoir « créé les conditions d'une rencontre, et donc d'un accord » entre Trump et son homologue iranien Hussein Rohani. Ainsi Macron aurait « habilement orchestré un exercice diplomatique à haut risque », pour reprendre les termes élogieux utilisés par le journal *Le Monde*, en invitant le ministre des Affaires étrangères iranien Javal Zarif lors du G7, initiative qui avait toutefois reçu l'aval de Trump.



Toute la presse a ainsi voulu voir des avancées permettant d'espérer un apaisement des tensions qui n'ont cessé de s'aggraver depuis la décision américaine de dénoncer l'accord sur le nucléaire signé en 2015 et d'interdire à l'Iran la vente de son pétrole. Le 26 août, en clôture du G7, Trump a effectivement déclaré ne pas être opposé à une rencontre avec le président Rohani, « si les circonstances sont convenables », c'est-à-dire à ses conditions. Mais il a ajouté que les Iraniens « doivent être de bons joueurs. [...] Ils doivent se tenir aux règles du jeu, ils doivent faire attention, sinon ils vont se heurter à une force très violente. Nous n'avons pas le choix. » Difficile de voir un apaisement dans une telle déclaration, surtout après des mois de tensions dans le détroit d'Ormuz, ce bras de mer large de quelques dizaines

de kilomètres où circulent des milliers de pétroliers venus du monde entier. Drones abattus, pétroliers attaqués ou arraisonnés, annulation au mois de juin d'un bombardement aérien sur l'Iran dix minutes avant que ses avions ne décollent : on peut certes se rassurer en pensant qu'il ne s'agit que d'une posture des États-Unis destinée à effrayer l'adversaire. Mais il y a bel et bien des bombardiers B-52 prêts à décoller, des porte-avions américains et 35 000 soldats stationnés dans les bases américaines des pays du Golfe.

L'attitude de l'impérialisme le plus puissant de la planète n'a pas changé. Ce qui est présenté comme un succès diplomatique de Macron n'est qu'un alignement sur les positions américaines. En effet, loin de demander à Trump de revenir à l'accord antérieur, il

demande à l'Iran de se plier aux nouvelles exigences américaines. Trump veut étrangler économiquement un pays dirigé par un pouvoir qui tient tête aux USA depuis quarante ans, écraser toute velléité d'indépendance. C'est le jeu perpétuel qu'il mène afin d'imposer toutes les conditions les plus favorables aux grands groupes capitalistes américains, au détriment d'ailleurs des groupes français, allemands et autres.

Mais cela vise aussi à montrer que l'impérialisme américain est le seul maître, en particulier au Moyen-Orient, et ce, quelles qu'en soient les conséquences pour les populations. Et c'est pourquoi Macron et les autres dirigeants impérialistes de seconde zone finissent par s'aligner.

Aline Rétesse

## Portugal : quand les routiers cessent de livrer le carburant

La grève des routiers assurant la livraison des carburants a pris fin dimanche soir 18 août. Elle a montré le mécontentement de ces travailleurs et leur rôle indispensable dans l'économie.

La grève a démarré lundi 12 août, quatre mois après un mouvement sur les mêmes revendications, en avril. Les 800 conducteurs du secteur revendiquent des augmentations de salaire et de primes : un salaire de base passant de 700 euros aujourd'hui (en principe) à 1 000 euros en 2025, une revalorisation de la prime de risque (7,5 euros par jour actuellement), une meilleure prise en compte des heures supplémentaires, du travail de nuit et du week-end, enfin la création d'une catégorie spécifique, à part des autres conducteurs de poids lourds.

Le gouvernement socialiste d'Antonio Costa, en place depuis quatre ans, se flatte d'avoir sauvé le pays de la faillite, redressé l'économie, les comptes publics, et presque ramené le plein emploi. Comme les infirmiers ou les enseignants avant eux, après près de vingt ans sans augmentations salariales, les chauffeurs voudraient bien profiter un peu de ce retour tant vanté à la prospérité.

La grève a eu des effets avant même son déclenchement : une bonne partie des

stations-service ont été asséchées par les automobilistes qui se sont précipités pour faire le plein. Aussitôt, le gouvernement a imposé aux grévistes un service minimum, sous menace de prison et d'amendes. Ce minimum allait jusqu'à 100 % pour les secteurs déclarés stratégiques : au mois d'août, cela comprend aussi le tourisme, en particulier dans l'Algarve, tout au sud du pays.

Les grévistes ont globalement respecté ce service minimum. Mais ils ont appliqué strictement la loi : journée de travail, pauses, vitesses, etc. Ce fut le chaos, car les chauffeurs roulent fréquemment 15 à 18 heures par jour, week-ends compris, ce qui leur permet en moyenne de gagner 1 400 euros par mois, primes comprises.

Dès le lundi soir, sous prétexte d'infractions au service minimum, le gouvernement a décrété la réquisition. Il a mobilisé policiers et gendarmes pour encadrer les convois de carburant et, au besoin, pour conduire les camions. Une partie des syndicats du secteur ont alors demandé d'arrêter la grève, à

laquelle ils n'avaient parfois pas appelé.

Après avoir au départ critiqué les grévistes, le Parti communiste et le Bloc de gauche (issu de formations d'extrême gauche) ont commencé à reprocher mollement au gouvernement socialiste d'attaquer le droit de grève. En vue des élections législatives d'octobre, PC et Bloc sont en concurrence avec le Parti socialiste. Aujourd'hui minoritaire au Parlement et dépendant du soutien des députés du PC et du Bloc, le PS espère devenir majoritaire et ne plus dépendre de ces alliés, pourtant peu exigeants.

La grève a continué, même si elle n'était plus menée que par un seul syndicat, et soutenue par des courants syndicaux minoritaires. Le patronat du secteur exigeait la reprise du travail pour négocier. Le gouvernement pesait dans le même sens. Dimanche 18 août, une assemblée générale a décidé l'arrêt de la grève et la participation à une réunion de négociation avec les patrons mardi 20, en présence de représentants du gouvernement.

Les patrons n'ont rien voulu céder, et le syndicat prépare maintenant une grève des heures supplémentaires, dimanches et jours fériés.

V.G.



Manifestation pour Evelyn Hernandez.

## Salvador : jugée pour avoir perdu son bébé

Jugée pour homicide après avoir perdu son bébé, Evelyn Hernandez risquait une condamnation à 40 ans de prison en vertu des lois qui criminalisent l'avortement au Salvador.

Lundi 19 août, elle a été acquittée et une centaine de femmes venues la soutenir devant le tribunal ont scandé : « Attention, attention, la lutte féministe avance en Amérique latine. »

Ce pays d'Amérique centrale est un des plus répressifs contre l'avortement, du fait de sa législation comme de l'attitude des autorités. Depuis 1998, avorter est illégal en toutes circonstances et passible d'une peine de deux à huit ans de prison. Les juges accusent souvent les femmes d'homicide aggravé, les peines encourues pouvant aller jusqu'à 30, voire 50 ans de prison. La pression est telle que les femmes victimes de fausse couche, surtout celles de milieu populaire, sont

généralement considérées comme ayant avorté. C'était le cas d'Evelyn Hernandez qui, violée par un gang à 17 ans, ne s'était même pas rendu compte qu'elle était enceinte quand elle a perdu le fœtus dans ses toilettes en 2016. Après une première condamnation en 2017 à 30 ans de détention, elle était restée 33 mois derrière les barreaux avant que ce jugement ne soit cassé en février dernier par la Cour suprême.

Le ministère public avait alors relancé la procédure, demandant cette fois 40 ans de prison. Il vient d'échouer, et c'est à mettre au compte de la mobilisation en faveur de cette jeune femme.

Frédéric Gesrol



Pénurie de carburant.

## États-Unis : mortelle dépendance au capitalisme

Aux États-Unis, le laboratoire Janssen vient d'être condamné à payer plus de 570 millions de dollars à l'État de l'Oklahoma pour pratiques trompeuses de marketing et de promotion des opiacés.

Ce laboratoire pharmaceutique du groupe Johnson & Johnson est en effet un de ceux qui, dans les années 1990, ont flairé la bonne aubaine d'une éventuelle extension du marché de leurs médicaments opiacés.

Différentes formes de ces

médicaments étaient alors sur le marché, essentiellement utilisés pour les douleurs aiguës des malades atteints de cancers. Quoi de plus tentant pour les industriels que d'étendre la prescription de ces antalgiques aux patients atteints de

douleurs... chroniques ! Des dizaines de millions d'Américains souffrant de mal de dos ont bientôt été soulagés par ces antalgiques.

Sauf que les opiacés exposent à un risque de dépendance. Il faut sans cesse augmenter les doses pour obtenir un effet, ce qui expose, à terme, au risque d'overdose. Qu'à cela ne tienne, les laboratoires ont orchestré une campagne de communication

auprès des médecins prescripteurs pour sous-estimer, si ce n'est nier ce risque.

C'est ainsi que des millions d'Américains sont devenus accros aux opiacés, rendus toxicomanes par l'industrie du médicament. En 2016, une étude faisait état de 64 000 décès dans l'année par overdose, dont les deux tiers causés par addiction aux médicaments opiacés !

Mais la somme que le

groupe Johnson & Johnson va devoir payer à l'État de l'Oklahoma, qui s'était porté partie civile, représente une brouille au regard des 17 milliards qu'il avait demandés pour faire face à la catastrophe sanitaire.

Les financiers ne s'y sont pas trompés : le lendemain, le cours de l'action Johnson & Johnson augmentait de 2 % !

Sophie Gargan

# Afrique : l'Union européenne fait la chasse aux migrants

Le 15 juin dernier, 406 migrants étaient sauvés par une équipe de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) dans le désert du Ténéré au Niger. L'un des survivants témoignait de leur calvaire : « Nous avons marché pendant des heures sous le soleil brûlant du désert, sans eau ni idée de notre direction. » Ils voulaient fuir la misère et la guerre.

Ces migrants s'étaient lancés dans cette folle aventure parce que la route normale, et sûre, était bloquée par les points de contrôle de l'armée nigérienne. L'OIM affirme avoir secouru 20 000 personnes depuis avril 2016 grâce à ses patrouilles, mais combien d'autres sont mortes dans le désert. Cette hécatombe, moins visible mais tout aussi importante que celle des noyés en Méditerranée, est le résultat de la politique de l'Union européenne (UE), qui finance les pays africains pour qu'ils deviennent les geôliers de leur population.

## Le désert : un cimetière

La route qui part d'Agadez au Niger vers la Libye est depuis longtemps la principale voie empruntée par les migrants d'Afrique de l'Ouest. Dans le groupe secouru en juin par l'OIM, se trouvaient des ressortissants de 14 pays, notamment du Mali, de Côte d'Ivoire ou de Guinée-Conakry.

Par cette route ont longtemps circulé librement des centaines de milliers de migrants en route vers la Méditerranée et l'Europe, en même temps que les marchandises et le bétail. Mais tout a changé en mai 2015, lorsque le gouvernement nigérien a pris une loi déclarant illégal le transport des migrants. Cette décision

faisait suite au sommet européen de La Valette, la capitale maltaise, où les dirigeants européens ont mis en place le mécanisme devant leur permettre d'acheter la complicité des gouvernements des pays d'origine et de transit pour bloquer l'immigration vers l'Europe.

## L'Union européenne finance les tortionnaires

Plusieurs milliards d'euros ont été promis à ces gouvernements et un fonds fiduciaire d'urgence (FFU) créé, prétendument pour « lutter contre les causes profondes des migrations irrégulières ». La population du Niger n'a jamais vu la couleur des 266 millions alloués au pays dans cette enveloppe, mais l'armée a par contre été équipée de véhicules flambant neufs. Une unité d'élite a été constituée pour faire la chasse aux migrants et sa formation, assurée par l'Union européenne, a servi de prétexte pour verser d'autres fonds à l'armée et à la police.

L'autre grande voie vers l'Europe empruntée par les migrants africains est celle qui part de l'Érythrée et de la Somalie, traverse le Soudan pour aboutir en Libye et en Égypte. Les pays de cette zone étaient dépeints par les dirigeants européens comme d'abominables dictatures, ce qu'ils sont effectivement, et leurs dirigeants régulièrement traduits devant la Cour



TAHA JAWASHI AMNESTY INTERNATIONAL

Dans un camp pour migrants en Libye.

pénale internationale. Cela n'a pas empêché l'Union européenne d'engager le dialogue avec eux exactement dans les mêmes termes qu'avec ses protégés habituels d'Afrique de l'Ouest et de les financer pour arrêter les migrants. Ces accords sont l'objet du « processus de Khartoum », la capitale du Soudan, initié en novembre 2014. A la frontière Nord de ce pays, celle qui contrôle le passage vers la Libye, les gardes-frontières n'étaient autres que les tristement célèbres Janjawids, ces cavaliers qui avaient auparavant semé la terreur au Darfour. Leur chef, le général Hemetti, pouvait alors déclarer à juste titre : « Nous travaillons pour l'Europe. »

Ayant troqué leurs montures pour des véhicules modernes équipés de mitrailleuses, ces hommes sont devenus les tortionnaires des migrants, avant de massacrer cette année la population soudanaise en révolte. Aux frontières sud du Soudan, notamment celle avec l'Érythrée, l'armée régulière soudanaise parque les migrants dans des camps dont on ne s'échappe pas. Pour l'UE, ce sont autant d'hommes et de femmes qui n'atteindront jamais les rives de la Méditerranée. Et à l'intérieur même du pays,

chaque point de contrôle est un obstacle que doivent contourner les exilés, en payant des passeurs dont les principaux ne sont autres que les généraux de l'armée soudanaise.

En Érythrée aussi, l'UE est à la manœuvre. Elle a oublié ses préventions contre un régime autrefois accusé de soutenir des organisations terroristes et aide la dictature à enfermer les habitants dans leur propre pays. Les natifs de ce petit pays constituent en effet une proportion importante des migrants vers l'Europe, fuyant un service militaire d'une durée illimitée, où les hommes sont battus et les femmes violées.

## La politique criminelle des gouvernements européens

Une part importante des sommes distribuées par l'UE est aussi consacrée à financer dans les pays de transit des camps devenus immenses au fil des ans. Celles et ceux qui ont réussi à franchir les premières frontières y sont retenus. C'est ainsi le cas en Éthiopie, qui accueille 900 000 réfugiés du Soudan, du Soudan du Sud, d'Érythrée ou de Somalie. 219 000 réfugiés somaliens s'y trouvent par exemple répartis dans les cinq camps de Dolo odo, dans le sud du

pays. L'Union européenne demande ainsi à des pays pauvres d'accueillir les immigrants auxquels elle-même ferme ses portes.

Tous ces obstacles mis par l'Union européenne au long des milliers de kilomètres qui séparent leur pays d'origine des rives de la Méditerranée n'empêchent pas certains migrants d'y parvenir, au prix de mille souffrances, en ayant mille fois frôlé la mort ou la torture. Ils s'y trouvent alors confrontés encore une fois à la même politique. Les garde-côtes libyens, équipés et aidés par l'Union européenne, les interceptent et les remettent à des milices qui les réduisent en esclavage.

Pour mener cette politique criminelle, les gouvernements de l'Union européenne ont trouvé l'aide de dirigeants africains prêts à vendre leurs peuples. Mais les plus grands bandits sont bien ces chefs de nations européennes qui se prétendent de grands démocrates, des défenseurs de la civilisation et font à longueur de conférences des leçons sur le respect des droits de l'homme, mais sont capables de planifier à coups de milliards d'euros la barbarie à l'échelle d'un continent.

Daniel Mescla

## Ceuta et Melilla : fin des barbelés, pas de la politique antimigrants

Le gouvernement espagnol envisagerait, d'ici la fin de l'année, de retirer les barbelés à lames tranchantes installés en haut des clôtures qui entourent les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc.

Il entend ainsi supprimer un matériel qui « blesse et met des vies en danger », mais son prétendu humanisme ne va pas jusqu'à ouvrir les frontières aux migrants. Il précise bien que les barbelés ne seront retirés que « lorsque les autres éléments de sécurité auront déjà été renforcés ».

Ces autres éléments comportent le surélévement des clôtures jusqu'à dix mètres de hauteur aux endroits où il y a le plus de tentatives de passage, et l'installation d'un système de surveillance électronique sophistiqué, qui permettrait aux forces de police d'être présentes en quelques minutes

d'une tentative de passage. Le gouvernement espagnol compte y consacrer un budget de près de 33 millions d'euros.

Mais toutes les clôtures, aussi hautes et sophistiquées soient-elles, n'empêcheront pas les migrants de tenter le passage vers l'Europe autant de fois que nécessaire, car ils n'ont d'autre choix que de fuir la misère et parfois la guerre de leurs pays d'origine.

Valérie Fontaine



Des migrants tentent de franchir la clôture à Melilla.

## Hôtel Ibis – Clichy-Batignolles : un mois de grève

**La vingtaine de femmes de chambre et gouvernantes de l'hôtel Ibis-Batignolles, dans le 17<sup>e</sup> à Paris, ont fêté leur premier mois de grève samedi 17 août. Leur détermination était toujours intacte.**

La société sous-traitante STN qui les emploie s'était déjà illustrée par son mépris, il y a quelques mois, lors de la grève des femmes de chambre du Park-Hyatt, qui avaient gagné après 87 jours de grève. C'est cette victoire qui a convaincu les femmes de chambre d'Ibis de se mettre en grève.

L'hôtel Ibis est le deuxième plus grand hôtel en taille en Europe, après celui de Roissy-en-France. Il compte plus de 700 chambres et est presque complet en août. Il dépend du groupe Accor, groupe qui a quintuplé son bénéfice net en 2018, réalisant 2,23 milliards d'euros. Et, comme nombre de sociétés hôtelières, Accor a recours à la sous-traitance pour gonfler ses profits.

Et, en la matière, la société STN sait faire pression sur ses salariés. Ainsi, elle exige des femmes de chambre de nettoyer trois chambres et demie en une heure, ce qui s'avère mission impossible. Si elles ne

parviennent pas à faire le travail dans les temps, les dépassements horaires ne sont pas comptabilisés.

Ces conditions de travail provoquent des problèmes de dos et des tendinites.

À cela s'ajoutent le mépris de la direction, le harcèlement quotidien d'une gouvernante de l'hôtel.

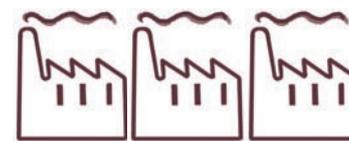
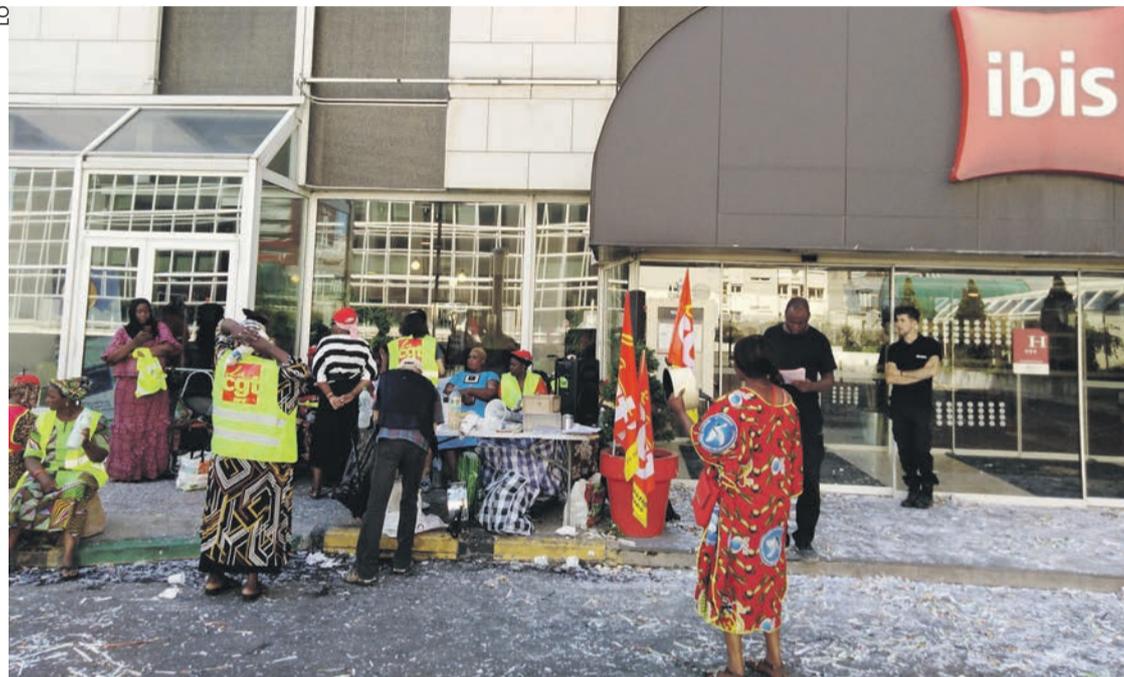
Avec l'aide du syndicat CGT-HPE (hôtel prestige et économique), 23 salariées ont saisi les Prud'hommes pour dénoncer ces irrégularités.

Les femmes de chambre exigent la fin de ces cadences infernales, le paiement à l'heure effectuée, une prime-panier de 7,24 euros, et aussi bien sûr l'arrêt des mutations forcées. Jusqu'à présent, la société STN n'a proposé que 2 euros de prime-panier, et cela seulement si les salariées renoncent à

requalifier leurs postes et qu'elles abandonnent leur procédure. Comme le disait l'une d'elles : « Deux euros, c'est le prix d'une canette de Coca. »

Face au mépris de STN et du groupe Accor, les salariées ne sont pas prêtes à renoncer. Au son du tam-tam et des tambours, elles animent l'entrée de l'hôtel, gardée par des vigiles, dont l'embauche, d'après certaines, est l'un des acquis de la grève.

**Correspondant LO**



### Dans nos bulletins d'entreprise

#### Il n'est pire aveugle...

Aux Urgences, la direction prétend qu'elle voudrait embaucher, mais qu'elle a du mal à recruter.

Pourtant, nous sommes nombreux en CDD qui ne demandons qu'à être embauchés.

La direction a un gros problème de vue : il faut qu'elle consulte d'urgence.

Hôpital de Bicêtre  
Val de Marne

#### Et une augmentation du niveau de vie ?

« Pas de prime canicule », a répondu la ministre de la Santé Agnès Buzyn à un syndicat, en expliquant que la canicule n'avait pas entraîné de travail supplémentaire. À voir.

Mais, du travail, on en a par-dessus la tête, canicule ou pas. Et ce qui est urgent pour nous, ce n'est pas une prime, ce sont des embauches et une augmentation substantielle des salaires pour vivre correctement.

Hôpital Esquirol – Limoges

#### Le castagneur en visite

Castaner, le ministre de l'Intérieur, est venu à Orly le 2 août pour serrer la louche de ses copains des forces de l'ordre. Le directeur d'Orly et la directrice du Process passagers lui ont fait visiter leur fleuron : le centre de gestion de l'APOC qui n'est pour nous qu'une ruche insupportable. Et, derrière le sourire de façade du ministre, on se rappelle son attitude face aux gilets jaunes : il ne sait que montrer les dents.

Aéroport de Paris – Orly

#### Quel climat ?

Dans les services, l'été n'a pas apaisé le climat de travail. Avec les réorganisations, leurs lots de suppressions de postes, de restructurations, nous sommes tous dans le viseur.

Pendant ce temps, on nous conseille d'attendre, créant une ambiance anxieuse. Le grand brouillard, c'est pas notre dada.

Ministère de la Transition écologique

#### Les boules !

La direction, dans un souci de faire oublier tout ce qu'on a subi avec les fortes chaleurs, organise une distribution de glaces au dépôt, un midi. Pour briser la glace, ça ne suffira pas !

RATP – Dépôt de bus  
Les Lilas – Lagny

## Happytal : le fromage de l'argent public

**À l'hôpital Bichat à Paris, le poste d'accueil dans le hall a fermé et une entreprise privée, Happytal, a pris sa place. Cette société vit en parasite sur les hôpitaux publics où elle s'est installée, comme certains hôpitaux de l'AP-HP ou de région, comme le CHR d'Orléans.**

La société Happytal prétend accompagner patients et membres du personnel. En fait, elle leur propose des services facturés : livraison de fleurs ou de repas de l'extérieur, séances de maquillage ou d'épilation, etc. Mais surtout, les salariés d'Happytal ont pour mission de convaincre les patients de demander une chambre individuelle, en les assurant que leur mutuelle

remboursera les frais supplémentaires qui leur seront facturés par l'hôpital. Avec plus de chambres individuelles facturées, Happytal se vante de faire rentrer de l'argent dans les caisses de l'hôpital et prélève sa commission au passage : pour le groupe des hôpitaux de l'est parisien par exemple, l'AP-HP verse 750 000 euros par an à Happytal.

Découvrant après coup

que leur mutuelle ne les couvre pas, ou seulement en partie, des patients se retrouvent à devoir payer les frais d'une chambre individuelle.

Et, de toute façon, les mutuelles ne manqueront pas de répercuter les dépenses supplémentaires de remboursement en augmentant les cotisations de tous leurs adhérents. En plus des hôpitaux, Happytal ambitionne de s'installer dans les Ehpad, où les patients âgés constituent une proie facile pour ces marchands sans scrupule.

Ce contrat entre une société privée et l'hôpital

public s'inscrit dans la continuité de la privatisation d'activités à l'hôpital ces dernières années : ménage, restauration, transport des patients... dont les pouvoirs publics se sont faits les promoteurs. La seule innovation d'Happytal, si l'on peut dire, c'est que cette entreprise fait des profits sans remplir aucune fonction utile à l'hôpital.

Pendant que le personnel soignant s'épuise, car en nombre toujours insuffisant, l'AP-HP, au lieu d'embaucher, déroule le tapis rouge pour Happytal et lui ouvre ses caisses.

**Correspondant LO**

## Total Petrochemicals – Saint-Avold : condamné pour faute inexcusable

**La société Total Petrochemicals a été condamnée par le tribunal de grande instance de Metz, le 7 août dernier, pour faute inexcusable de l'employeur à l'encontre d'un salarié décédé d'un lymphome. Sa famille pourra toucher une indemnisation.**

Il a fallu pas moins de cinq années à l'Association de défense des victimes de

l'amiante et autres maladies professionnelles (Adevat-AMP) pour obtenir ce

jugement. Auparavant, dix ans de procédures et d'expertises avaient été nécessaires pour faire reconnaître comme maladie professionnelle le cancer du lymphome non hodgkinien dont ce salarié a été victime.

Total a pu tranquillement accumuler des profits en empoisonnant ses salariés, avant d'être enfin rattrapé par une justice décidément bien lente lorsqu'il s'agit de défendre les travailleurs.

**Correspondant LO**

## RATP : la journée de grève du 13 septembre se prépare

La prochaine réforme des retraites prévoit la suppression de tous les régimes spéciaux, comme celui qui concerne les travailleurs de la RATP au statut.

Ce régime spécial a déjà été mis à mal par les précédentes réformes des retraites, avec en particulier l'allongement de la durée de cotisation pour avoir une pension complète à 42, et bientôt 43 ans. L'embauche de plus en plus fréquente de travailleurs de droit privé par la RATP a été aussi un moyen de le contourner.

Avec la suppression complète de ce régime spécial, c'en serait fini du calcul des pensions à partir des six derniers mois de salaire et de la possibilité de départ anticipé du fait de la pénibilité de son emploi.

Ces reculs s'ajouteraient aux attaques annoncées contre tous les travailleurs :

instauration d'un âge pivot à 64 ans, en dessous duquel s'appliquerait une décote, et calcul par points, qui permettrait au gouvernement de diminuer à sa guise le montant des pensions.

Dès que les syndicats ont annoncé une journée de grève le 13 septembre pour protester contre ces nouvelles attaques, les discussions ont été nombreuses dans les terminus du métro et dans les dépôts de bus.

La première chose que certains ont faite en revenant de vacances a d'ailleurs été de se déclarer grévistes pour le 13 sur les bornes informatiques prévues à cet effet (une

procédure obligatoire au moins 48 heures avant la grève).

Certains cadres, eux aussi concernés, ont fait comprendre aux conducteurs que faire cette grève ne retarderait pas leur avancement de carrière, alors que c'est habituellement un moyen de chantage utilisé par la hiérarchie pour limiter la grève. Des agents de maîtrise ont annoncé qu'ils seraient eux aussi en grève.

Les syndicats, qui ont choisi une journée d'action à part pour la RATP, ne sont pas sans arrière-pensées corporatistes, mais bien des salariés de la RATP comprennent qu'ils ont, comme les autres travailleurs, intérêt à envoyer cette réforme à la poubelle, s'ils ne veulent pas passer leurs vieux jours plus usés et appauvris.

Correspondant LO



Le dimanche 25 août à Angers.

## Hypermarché Casino Angers : contre le travail 7 jours sur 7

Afin de contourner la loi qui oblige les grandes surfaces de la distribution à fermer le dimanche après-midi, le Géant Casino de la Roseraie d'Angers a décidé de faire appel, depuis dimanche dernier 25 août, à du personnel d'entreprises extérieures et à la mise en place de caisses automatiques.

Pour la direction de ce magasin de 115 salariés, il s'agit de « répondre à la demande de nombreux clients ». Bien sûr, il s'agit surtout d'accroître ses profits et de mettre progressivement en place la réduction du nombre de salariés. Le groupe, qui possède un deuxième hypermarché à Angers, a déjà diminué le nombre de salariés en France de 15 000 en cinq ans, et ce n'est qu'un début.

Afin de s'opposer à cette politique, environ 250 manifestants, essentiellement des militants de la CGT et des gilets jaunes, se sont retrouvés dimanche midi pendant plusieurs heures, devant et dans le magasin. Comme le signale la presse, « il y avait beaucoup de monde, mais pas que des clients ». Employées par des sociétés extérieures pour résoudre les problèmes des

caisses automatiques, les hôtes ont eu toutes les peines du monde à se faire entendre auprès de l'assistance téléphonique. De nombreux clients, convaincus par les arguments des manifestants, sont repartis sans faire d'achats.

La direction, tout en prétendant que cette ouverture n'est qu'un test, compte sur une affluence de 1 000 clients pour les prochains dimanches. En clair, un rapport de force est engagé avec une direction bien décidée à continuer, si l'opération lui permet de gagner des parts de marché sur ses concurrents. Mais nombreux sont aussi les salariés et consommateurs qui ne veulent pas voir le travail du dimanche et l'automatisation des caisses, au détriment des conditions de travail des salariés.

Correspondant LO

## Sucrerie de Toury : non aux licenciements !

En avril dernier, le groupe Cristal union a annoncé qu'il allait se débarrasser de 150 salariés à Toury dans l'Eure-et-Loir, 90 à Bourdon (Puy-de-Dôme) et 70 à Erstein (Bas-Rhin).

Son concurrent Südzucker Saint Louis a annoncé de son côté la fermeture de ses sucreries de Eppeville (Somme) et Cagny (Calvados).

Conjointement avec Te-reos, le numéro un mondial, ces groupes européens rivalisent désormais avec des producteurs de sucre de canne basés au Brésil, en Inde ou en Thaïlande. Ils ont augmenté de 20% leur production de sucre de betterave en 2017-2018. Les cours se sont effondrés, et maintenant c'est aux salariés qu'ils présentent la facture.

À l'annonce de la

fermeture de la sucrerie de Toury, la représentante du conseil départemental s'est dite révoltée, alors que la collectivité vient de dépenser 500 000 euros pour aménager une bretelle facilitant l'accès des camions à l'usine. Le député local (UDI) a demandé aux ministres de l'Agriculture et de l'Industrie de convaincre Cristal union d'aider à une reprise au moins partielle du site. Il s'agirait d'orienter la production d'alcool notamment vers les besoins des parfumeurs régionaux (la Cosmetic Valley, entendez par là les multinationales du luxe,

dont le groupe LVMH de Bernard Arnault). À l'en croire, un montage financier serait déjà prêt, dans lequel collectivités locales, BPI-France et autres fonds publics mettraient la main à la poche.

Les politiciens font semblant de s'émouvoir, ils continuent d'arroser leurs champions nationaux avec l'argent public. Les travailleurs, eux, ont toutes les raisons de se mobiliser collectivement pour ne pas payer les frais de la concurrence entre groupes capitalistes. Une manifestation de soutien aura lieu samedi 31 août à Toury, à laquelle sont conviés les travailleurs des autres entreprises et la population locale.

Correspondant LO

## PSA - Rennes : les travailleurs prolongent les vacances

À l'usine de montage de PSA - La Janais, près de Rennes, des travailleurs qui devaient reprendre le travail après les congés d'été, parmi lesquels beaucoup d'intérimaires, n'étaient pas présents le jour de la reprise.

Le beau temps les avait tirés par la veste et, comme Prévert, ils trouvaient que c'était « plutôt con de donner une journée pareille à

un patron » !

D'autant plus que les raisons de prolonger les vacances étaient nombreuses : ras le bol des cadences, des heures supplémentaires, des samedis travaillés ! Et parmi ceux qui sont en VSD, n'avoir que deux week-ends en congés, c'est vraiment insuffisant quand on est originaire d'une région lointaine. Ils ont pris le

troisième week-end pour bien profiter des vacances en famille.

Pour assurer sa sacro-sainte production, la direction est allée chercher d'autres intérimaires en urgence. Mais heureusement, il y a eu de grosses pannes au cours de la première semaine, ce qui a permis de reprendre en douceur.

Correspondant LO



# Réseau ferroviaire : obsolescence programmée

Un rapport confidentiel de l'Établissement public de sécurité ferroviaire (EPSF) a été divulgué par *Le Parisien*. Il confirme que le réseau ferré national continue de se dégrader, après quatre décennies d'abandon.

L'EPSF a réalisé une enquête, entre avril et mai 2019, concernant la maintenance et la sécurité électrique sur 14 000 km, soit près de la moitié du réseau. Sur 413 anomalies de signalisation électrique enregistrées par la SNCF pouvant mettre en cause la sécurité des circulations, l'EPSF

révèle que 80 n'ont pas été réparées dans les délais réglementaires, parfois même au bout d'un an. Ainsi les enquêteurs ont découvert des fils électriques rongés sur un passage à niveau et laissés en l'état. Or en 2014, à Denguin, près de Pau, une collision entre un TER et un TGV avait fait 40 blessés,



Gare à l'abandon sur la ligne Limoges-Angoulême.

THIERRY THOREL LIGHT MOTIV

## SNCF : lignes à l'abandon

Des travaux de remise en état ont lieu actuellement dans le secteur de Xertigny, dans les Vosges, sur la ligne qui dessert les gares de Blainville, près de Nancy, à Lure, en Haute-Saône, et permet de rejoindre le TGV Méditerranée à Belfort. Cette portion de ligne était tellement dégradée que les trains ne pouvaient rouler qu'à 60 km/h au lieu de 110.

C'est la région Grand Est qui finance seule ces

travaux, sur cette ligne qui pourtant ne lui appartient pas. Car, si elle ne le faisait pas, la SNCF risquerait de la fermer « pour des raisons de sécurité ». Il en sera de même pour les lignes qui relient Saint-Dié à l'Alsace et pour la ligne Nancy-Contrexéville.

C'est en laissant les petites lignes à l'abandon que l'État se décharge de leur entretien sur les régions.

Correspondant LO

suite à un défaut de signalisation dû à l'action de rongeurs sur les gaines d'isolement des câbles, suivant le rapport de la SNCF. Un cadre cheminot interrogé par le quotidien dit à juste titre : « On dirait que nous n'avons rien appris de l'accident de Denguin. »

Il en va de même pour l'entretien des voies. Des centaines d'anomalies ont été identifiées par la SNCF mais n'ont pas été traitées dans les délais, faute de moyens et d'effectifs. Ainsi, les enquêteurs ont observé des éclisses, les pièces reliant deux rails, avec des boulons desserrés. C'est exactement la cause du déraillement de Brétigny en 2013, qui avait fait sept morts et plus de 30 blessés.

Une bonne partie du réseau est aujourd'hui obsolète en raison des coupes dans les budgets

et dans les effectifs d'entretien depuis plusieurs décennies.

Dès les années 1980, les budgets de maintenance ont chuté en moyenne de 3 % par an en valeur réelle. Le nombre de kilomètres de voies renouvelés annuellement était divisé par deux par rapport aux années 1970. En 2005, un audit de polytechniciens de Lausanne indiquait que, en continuant à ce rythme, les deux tiers du réseau allaient disparaître à l'horizon 2025. Réseau ferré de France augmenta ses péages pour financer l'entretien de l'infrastructure, mais l'État en profitait pour diminuer d'autant ses dotations. Malgré des décisions de rénovation depuis 2011, le réseau continue de vieillir. Il faudrait embaucher massivement pour compenser les dizaines de milliers de suppressions d'emplois à l'infrastructure dans cette

même période.

Mais les effectifs continuent de baisser à SNCF Réseau. En outre, avec le recours de plus en plus massif à la sous-traitance, à l'éclatement dans des entreprises distinctes, la transmission de compétences devient de plus en plus problématique.

Pour les usagers, les travaux, organisés en urgence et à l'économie, signifient bien souvent la fermeture partielle ou totale de nombreuses lignes pendant plusieurs mois. Et sur 5 600 kilomètres de lignes, plus du quart du réseau, la vitesse est réduite en raison de l'état catastrophique de la voie.

Non seulement la bourgeoisie n'investit plus mais, avide d'argent public, elle a dissuadé l'État de le faire. Encore plus que le réseau ferré, c'est le capitalisme qui est obsolète.

Christian Bernac

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

### Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

### Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org  
www.union-communiste.org  
contact@lutte-ouvriere.org

**Vidéos**  
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

**Audio-LO**  
www.lutte-ouvriere-audio.org

# Il y a 75 ans : l'insurrection de Paris, une opération politique

La maire de Paris a inauguré un nouveau musée de la Libération de Paris. Cela a été une nouvelle occasion de ressortir la fable de l'insurrection populaire libérant Paris.

Les troupes allemandes de Paris se sont rendues le 25 août, certes après six jours de combat des résistants FFI (Forces françaises de l'intérieur), mais surtout après l'arrivée des premiers soldats du débarquement. Le commandement allié a laissé arriver en premier ceux de la 2<sup>e</sup> division blindée française, en accord avec le général de Gaulle, qui pouvait ainsi entretenir la légende d'une France libérée par les Français. Dans un premier temps, les Américains, doutant de la capacité des hommes politiques

français à sauver l'appareil d'État discrédité, avaient prévu d'assurer l'ordre eux-mêmes, avec leur administration d'occupation et même une monnaie. Mais de Gaulle a fini par les convaincre qu'il pourrait prendre les choses en main. Il avait derrière lui à la fois toute une partie de l'administration mais aussi le Parti communiste, qui suivait ainsi la politique de Staline.

Ceux qui se préparaient à gouverner, comme le CNR, Conseil national de la résistance, qui associait surtout des militants du PC et des

représentants gaullistes, savaient qu'il leur faudrait réhabiliter la police et l'administration, celles-là mêmes qui avaient arrêté et livré aux nazis des dizaines de milliers de Juifs et de nombreux résistants, communistes en particulier.

Il le fallait, d'une part pour assurer la continuité de l'État et de l'ordre social, d'autre part parce que, absoudre l'État, c'était aussi absoudre industriels et banquiers. L'opération visait à repeindre la police aux couleurs de l'antnazisme, pour justifier qu'elle reste en place, telle quelle. Peu de responsables impliqués dans les crimes de la collaboration ont été arrêtés. Par contre, le lendemain, sur des tréteaux dans certains quartiers, des femmes furent tondues pour avoir couché avec des Allemands. Les autorités issues de la résistance, gaullistes, socialistes ou stalinien, laissant les pires instincts se dévouler, organisaient une diversion destinée à écarter tout risque de manifestation du mécontentement populaire.

Au total, la « bataille de Paris » a coûté la vie à près de 1000 FFI, 130 soldats de la 2<sup>e</sup> DB et environ 600 civils, ainsi qu'à plus de 3000 soldats allemands. Mais ce ne fut pas une insurrection populaire : les insurgés se dépêchèrent de rendre armes, places et barricades à la police, à l'armée et à l'État. La guerre continuait et de Gaulle avait besoin du soutien populaire pour pouvoir faire valoir les intérêts de la bourgeoisie française auprès des alliés américains, et en particulier garantir la pérennité des colonies,

L'insurrection, organisée en grande partie par des militants du PCF, était un élément important de cette mise en scène. 75 ans plus tard, la légende est toujours en place, mais l'action du PCF est quasiment passée sous silence dans les discours officiels, les commémorations et les expositions.

La bourgeoisie française n'a décidément pas la reconnaissance du ventre.

Frédéric Gesrol

# Parasitisme : milliardaires français en tête

L'économie mondiale ralentit, mais pas la hausse des dividendes versés aux actionnaires.

Selon l'étude d'une société américaine de gestion de fonds, au second trimestre 2019, les possesseurs d'actions ont encaissé 513,8 milliards de dollars de dividendes. Pour l'année entière 2019, une distribution record est attendue de 1 430 milliards de dollars, soit une hausse de 4,2%.

Selon l'étude, la France est de très loin le plus grand payeur de dividendes en Europe. Le parasitisme des classes possédantes y atteint des records. Alors que dans les années 2000 le taux de distribution, c'est-à-dire la part des profits reversée aux actionnaires sous forme de dividendes, ne dépassait pas 30%, il

dépasse 67% aujourd'hui, un record au niveau mondial. Les grandes familles de milliardaires voient leur fortune exploser. En un an, celle de Bernard Arnault, actionnaire de LVMH et Carrefour, est passée de 70,2 à 90,2 milliards d'euros, ce qui représente un gain de 600 euros chaque seconde ! À peine deux jours de revenus lui ont permis d'acheter un yacht de 130 millions équipé d'un hélicoptère, d'une piscine à fond transparent, d'un practice de golf et d'une salle de réception : il faut savoir occuper ses longues journées quand on vit de la richesse créée par les autres.

Christian Bernac

# Quand le Medef remet en cause le capitalisme

Pour son université d'été, les 28 et 29 août, le Medef s'interroge sur l'avenir du capitalisme. Pour son président Geoffroy Roux de Bézieux, « une entreprise ne peut pas être prospère dans un environnement qui ne l'est pas ».

Alors, pour débattre de la nécessaire remise en cause de nos modèles, le syndicat patronal a invité des personnalités anticapitalistes convaincues, telles que les ministres macronistes du

Travail Muriel Pénicaud, des Transports et de la Transition écologique Elisabeth Borne, de l'Économie Bruno Le Maire ou des Finances Gérard Darmanin. Et, pour lancer le dernier pavé qui abattra le vieux monde, Nicolas Sarkozy.

Avec un tel casting, le capitalisme va sûrement être critiqué, mais devrait finalement sortir vainqueur du débat. Sans trop de difficultés.

# BNP Paribas : destructeur d'emplois

Le groupe BNP Paribas a annoncé la suppression de 500 emplois en France d'ici 2021 dans sa filiale BP2S. Cela s'ajoute aux 1 300 emplois qui ont déjà été supprimés depuis 2016 par le groupe.

Dans le même temps la BNP Paribas a rendu public son bénéfice de 4,4 milliards d'euros pour le premier semestre de 2019. Cette somme aurait permis de maintenir les emplois que la BNP s'apprête à supprimer et d'en créer bien d'autres. Des milliers de chômeurs auraient

trouvé un travail et toute la société y aurait trouvé son compte. Mais les dirigeants de la BNP ont fait un autre choix : cette banque figure dans le top 10 mondial des entreprises qui ont distribué le plus de dividendes à leurs actionnaires cette année.

Célia Morin



La Une de L'Humanité du 24 août 1944.



Sur les Champs-Élysées, le 26 août 1944.

# Vente des yearlings : course au profit

La vente à Deauville des yearlings, ces jeunes chevaux qui courent aux courses hippiques, a atteint cette année le chiffre d'affaires record de 43 millions d'euros. Un poulain s'est vendu plus de 1,6 million.

À un bout de l'échelle sociale, la passion des

chevaux se traduit par des mises de quelques euros au PMU dans l'espoir d'arrondir les fins de mois. Mais du côté des très riches, on parie des fortunes en achetant des chevaux.

Le véritable dada de ces riches, c'est de faire de l'argent!



HARAS DE GOUFFERN